

La LIT se manifeste concernant l'expropriation annoncée de REPSOL-YPF



Face à l'annonce de la Présidente de l'Argentine, Cristina Fernandez de Kirchner, de prendre le contrôle de 51 % des actions de Yacimientos Petrolíferos Fiscales (YPF), appartenant tous à la puissante compagnie Repsol, la principale multinationale pétrolière espagnole, la LIT (QI) publie une déclaration de sa section en Argentine, le PSTU, et une déclaration légèrement abrégée de Corriente Roja d'Espagne.

Déclaration du PSTU argentin

Le PSTU, au sujet de l'expropriation de 51 % de Repsol-YPF

Rejet des menaces de l'impérialisme espagnol et européen !

Aucun paiement à ceux qui ont saccagé le pays !

Etatisation sans paiement de tous les hydrocarbures !

Suite aux mesures du gouvernement argentin, la société Repsol-YPF, le gouvernement espagnol et son roi, ainsi que la Communauté économique européenne, menacent notre pays avec des punitions et des sanctions. Nous condamnons ces menaces et nous défendons le droit absolu, et même l'obligation, de l'Etat argentin de récupérer ses ressources et d'avancer contre les multinationales qui pillent nos richesses.

Nous appelons donc à la mobilisation contre toute tentative de l'impérialisme d'attaque envers ces mesures, et en faveur de mesures nouvelles et plus profondes, non seulement contre Repsol. Si des sanctions sont mises en œuvre, il faut exproprier l'ensemble des entreprises espagnoles dans le pays.

Dans cette optique, nous exigeons du gouvernement national de procéder à l'expropriation de 100 % d'YPF et de continuer sur cette voie pour les autres multinationales du secteur, afin d'arriver à une solution pour la crise énergétique.

Rejeter les colonisateurs !

Le peuple entier a manifesté sa colère et sa haine en écoutant ces colonisateurs du XXI^e siècle traiter l'Argentine comme une colonie. Ils croient que nous sommes encore au temps de la vice-royauté ! C'est pareil avec la Communauté économique européenne qui reconnaît l'Angleterre en tant que propriétaire légitime des îles Malouines dans le traité de Lisbonne.

Au PSTU, nous rejetons ces menaces et nous défendons le droit souverain de notre pays sur nos ressources et nos richesses naturelles. Et nous faisons un appel aux travailleurs et aux peuples de notre Amérique latine, et à la classe ouvrière de l'Espagne et de l'Europe, à se soulever contre cette humiliation.

Tout comme nous rejetons depuis les années 90 le bradage et la soumission à ces multinationales du pillage, et que nous critiquons les gouvernements qui ont suivi, y compris le gouvernement actuel, pour maintenir cette soumission, nous disons aujourd'hui : « Le pétrole et le gaz sont à nous ! » Ces mesures ne sont pas suffisantes ! Il faut avancer vers le

100 %, sans payer un peso !

Repsol, et le gouvernement du roi Juan Carlos à son service menacent maintenant l'Argentine avec des poursuites judiciaires et réclament des montants astronomiques de dommages-intérêts. Axel Kicilloff, vice-ministre de l'Economie du gouvernement argentin, leur a répondu : « Nous n'allons pas leur payer ce qu'ils veulent. »

Mais alors, allons-nous payer quelque chose ? Ils ont volé beaucoup plus que ce qu'ils ont déboursé pour s'approprier YPF. Chaque année, ils ont engrangé des fortunes. Ils n'ont laissé que des dettes, des travailleurs licenciés et une catastrophe environnementale. Au PSTU, nous disons : pas un peso pour Repsol, qui a saccagé YPF ! Que Brufau, Rajoy et le roi d'Espagne arrêtent, une fois pour toutes, de voler partout dans le monde ! Nous n'acceptons pas qu'on leur paye, et encore moins avec l'argent de l'Office des Pensions, c'est-à-dire de nos retraités. Nous exigeons que le gouvernement argentin ne paye pas un sou !

Certains dans notre propre pays et en Amérique latine prennent maintenant la défense de Repsol. C'est le cas des gouvernements mexicain et chilien, de Macri et des grands patrons, et même de Guillermo Pereyra, le secrétaire général de la Fédération des travailleurs du pétrole, qui parlent de la « sécurité des investissements » et annoncent un enfer d'isolement international, en chœur avec le gouvernement espagnol. Nous rejetons décidément les déclarations de ces cipayes modernes. Nous défendons non seulement le droit, mais l'obligation de l'Etat argentin d'exercer davantage sa souveraineté et de récupérer toutes ses ressources.

Une mesure limitée

La décision du gouvernement est un coup dur pour Repsol et l'impérialisme européen ; elle implique la récupération d'une partie de nos ressources à une échelle limitée et incomplète. Elle consiste dans l'expropriation de 51 % des actions de Repsol-YPF et le maintien des 49 % restants dans des mains privées (dont 27 % pour le groupe argentin Eskenazi et 17 % pour des investisseurs internationaux, notamment nord-américains).

Il ne s'agit toutefois pas d'une étatisation, comme l'a reconnu d'ailleurs Cristina. Cela ne touche que l'entreprise espagnole Repsol, et la Société anonyme respecte la propriété d'Eskenazi – qui garde sa part sans y mettre un peso, grâce aux efforts de Nestor Kirchner – et des investisseurs nord-américains – d'où la tranquillité d'Obama. Et la part de l'Etat peut toujours être donnée de nouveau en concession à de nouvelles entreprises privées.

Qui plus est, la mesure n'affecte en rien la société Pan American Energy (une entreprise de capital anglais, propriétaire de Cerro Dragon, le plus grand champ pétrolier dans le pays, sous contrat jusqu'en 2047), ni aucune des autres compagnies pétrolières multinationales qui nous pillent.

Par conséquent, nous exigeons que le gouvernement ne joue pas avec les sentiments des travailleurs et du peuple argentins. Bien que nous défendions cette mesure des attaques impérialistes, nous ne la soutenons pas : elle est insuffisante.

Le seul moyen de récupérer la souveraineté énergétique est l'étatisation de tous les hydrocarbures, en commençant par l'annulation de toutes les concessions à des entreprises privées, qu'elles soient nationales ou multinationales, ainsi que la mise en œuvre d'une compagnie pétrolière d'Etat, avec monopole sur tous les hydrocarbures et qui administre tout le pétrole et le gaz, sous contrôle ouvrier.

Dehors les multinationales de tous bords ! Le pétrole et le gaz sont argentins et doivent

être au service des travailleurs et du peuple et de leurs besoins : la santé, l'éducation, le logement, l'emploi et le développement du pays. Pour que les combustibles soient disponibles à bas prix pour les gens et coûteux pour les grandes entreprises.

L'unité pour avancer

La crise énergétique actuelle est le résultat d'années de bradage et de privatisations, de l'avance de l'impérialisme sur nos ressources.

La situation s'empire d'année en année. La politique du gouvernement, qui insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une étatisation, montre que cette mesure, si transcendante, ne représente pas le virage de 180° tellement nécessaire. C'est pourquoi elle maintient la Constitution de '94 de Menem et ses directives concernant les hydrocarbures, le statut provincial pour la propriété des ressources, et l'ensemble du programme concernant les gisements de pétrole et de gaz.

Le changement fondamental n'interviendra que moyennant une grande mobilisation des travailleurs et du peuple pour l'imposer. Ce sont les travailleurs du pétrole qui – avec leurs luttes contre les multinationales, souvent assorties de licenciements, de persécution, de répression et d'emprisonnement de la part de ce même gouvernement – ont mis en question la politique énergétique et le pillage des ressources. Ils ont marqué le chemin. Nous exigeons que l'ensemble du processus se soucie non seulement de la défense des emplois et des conditions de travail, mais aussi de la réponse à toutes les exigences des travailleurs, à commencer par la stabilité intégrale et le paiement à terme, ainsi que la réintégration de tous les travailleurs qui ont perdu leur emploi lors de la privatisation d'YPF ou dans les licenciements par Repsol ou par d'autres sociétés.

Ce sont les travailleurs qui ont la pleine autorité de mener à fond la lutte pour l'étatisation complète des hydrocarbures. Cependant, nous appelons toutes les organisations des travailleurs et populaires à l'unité d'action la plus ample pour répondre avec la mobilisation et la lutte à toute tentative de punir notre pays, tandis que nous exigeons du gouvernement de ne pas payer un peso à ceux qui ont saccagé l'entreprise, et qu'YPF soit à 100 % à l'Etat. Il faut se battre pour l'imposer.

Pour un changement de fond

Au PSTU, nous continuons à avancer un programme de mesures de fond, les seules à pouvoir garantir vraiment la souveraineté énergétique pour le peuple argentin et les générations futures :

- Annulation de toutes les concessions de gisements de pétrole et de gaz ;
- Annulation du statut provincial de l'année 1994, du code minier de 1921 et de tous les accords et renégociations ;
- Nationalisation et étatisation de tous les hydrocarbures. Expropriation sans paiement de toutes les entreprises, multinationales et nationales ;
- Pour une grande entreprise étatique d'hydrocarbures, monopolistique et sous le contrôle des travailleurs ;
- Annulation des exportations d'hydrocarbures, en donnant priorité à la consommation interne présente et future ;
- Défense des droits des travailleurs du pétrole et du gaz : stabilité, salaire, conversion des sous-traitances en statut pétrolier, journée de 8 heures sans perte de salaire, annulation de l'impôt sur les salaires, etc.

Déclaration de Corriente Roja - Espagne

Arrogants avec l'Argentine, valets de Merkel et Sarkozy

La décision du gouvernement argentin de nationaliser 51 % des actions d'YPF, la filiale de Repsol, a déclenché une crise et une campagne de patriotisme face à « l'insulte dont nous avons été l'objet ». Le PP a pris les devants en martelant que « l'attaque contre Repsol est une attaque contre l'Espagne et son gouvernement ».

Compte tenu de ces faits, en tant que Corriente Roja, nous voulons préciser ce qui suit :

1. Le conflit avec Repsol en Argentine n'est pas nouveau et ne se limite pas à un différend avec le gouvernement argentin. La présence de Repsol en Argentine remonte à 1999, quand YPF a été vendue par le président Menem, dans l'orgie de privatisations des années 90 qui s'est terminée avec le « *corralito* », le gel des comptes bancaires de fin 2001.

Toutes ces années ont été marquées par des combats constants entre cette multinationale et les travailleurs et les secteurs populaires argentins, victimes du bradage du secteur pétrolier argentin à Repsol.

Des milliers de licenciements et des travailleurs emprisonnés pour avoir refusé d'être condamnés à la faim, voilà le premier prix payé par le peuple argentin pour l'entrée de Repsol. C'est la pression des travailleurs et du peuple argentin qui a forcé le gouvernement de Kirchner à aller plus loin qu'il ne le voulait.

2. YPF représente pour Repsol 50 % de sa production totale d'hydrocarbures, environ la moitié de ses réserves et un tiers de ses bénéfices. Ces dernières années, alors que Repsol-YPF pillait les gisements argentins et accumulait d'énormes profits, la production était en baisse. Entre 2003 et 2011, la production de pétrole a chuté de 23 % et celle de gaz de 46 milliards de mètres cubes à 42. Cette diminution de la production a progressivement contraint l'Argentine à consacrer des ressources croissantes à l'importation de combustibles et d'énergie. « De l'autarcie, conquise au milieu des années 80 avec l'entreprise étatique YPF, on est passé à l'importation avec le modèle des multinationales privées ». (*Avanzada Socialista*, le journal du PSTU argentin).

3. La gestion de la multinationale Repsol et ses investissements ne répondent à d'autres critères que celui de la production pour le profit, l'optimisation des profits, comme c'est le cas pour n'importe quelle multinationale. Entre 1999 et 2011, Repsol-YPF a investi en Argentine 8 milliards de dollars, tandis que son bénéfice net s'est élevé à 16,5 milliards, dont 13 milliards ont été distribués aux actionnaires. Voilà les comptes du pillage auquel Repsol a soumis l'Argentine au fil des ans. Au cours de cette période, Repsol s'est mise à vider les gisements sans autre souci que celui de sauvegarder les bénéfices de ses actionnaires.

4. Le gouvernement de Rajoy s'érige en défenseur de « l'entreprise espagnole », alors qu'en fait la majorité du capital de Repsol se trouve à l'étranger. Les actionnaires espagnols ne constituent que 27 %, dont La Caixa (13 %), BBVA (4 %) et l'entreprise du bâtiment SACYR (10 % ; achetés avec un crédit de 46 banques, y compris Santander, la banque française, britannique et néerlandaise). [...]

5. Le patriote Rajoy bombe le torse, mais le rôle de Repsol en Argentine montre le rôle des multinationales « espagnoles » en Amérique latine.

Comme les autres impérialismes, l'espagnol et ses multinationales (Repsol, Telefónica, Santander, BBVA, Inditex, Acciona...) sont synonymes de pillage des richesses des peuples

et d'exploitation de la classe ouvrière. L'exemple de Repsol – soutenant des dictatures comme celle d'Obiang en Guinée Equatoriale ou celle du Kazakhstan, ou le gouvernement du Pérou, où elle a été dénoncée par *Survival International* – montre qu'il n'y a pas d'une part un impérialisme « humanitaire et civilisateur » européen, et d'autre part un impérialisme « militariste et dictatorial » étasunien.

On qualifie les multinationales espagnoles comme « pirates », mais il y en a parmi elles, comme Repsol, que l'on devrait appeler « corsaires », car elles volent sous un drapeau, mais remettent le gros du butin à d'autres.

6. La campagne patriotique du gouvernement montre le « courage » du lâche. Le gouvernement menace de déclarer une guerre commerciale à l'Argentine pour défendre les intérêts des banques et des sociétés d'investissement, alors qu'il est devenu le contremaître de Merkel et Sarkozy, l'exécuteur du pillage du pays par le biais du paiement de la dette publique illégitime et immorale.

Ils pillent les travailleurs et le peuple, ils nous soumettent à des coupes et des réformes, nous avons six millions de chômeurs, des milliers de familles sont expulsées de leur maison, et jetées dans la rue comme des animaux, les jeunes n'ont pas de présent ni de futur ; et tout cela ne mérite pas, de la part de ce gouvernement, le moindre signe de résistance au tourbillon dévastateur des banques allemandes, françaises et espagnoles. Mais si l'Argentine monte au créneau pour réclamer ce qui lui appartient, ses ressources pétrolières, alors une campagne patriotique se met en branle du haut du piédestal.

7. Il est honteux de voir la « gauche » offrir son soutien à Repsol et au gouvernement du PP, comme l'a fait Rubalcaba au nom de la PSOE. Il est honteux de voir le leader de l'UGT, Antonio Deusa, Secrétaire général de la Fédération de l'Industrie, exiger du gouvernement « une réponse draconienne », et avertir du danger d'un « effet de contagion » dans le reste des entreprises espagnoles opérant en Argentine, dans le cas contraire.

Les dirigeants de l'UGT, qui n'ont même pas mis en question le pillage que le paiement des intérêts de la dette publique aux banques représente pour le pays, bombent le torse « patriotique » pour défendre Repsol [...].

9. Nous, les travailleurs, les jeunes, les secteurs populaires, qui subissons directement les conséquences des coupes, du pillage de la dette, d'un gouvernement qui gouverne pour les multinationales et les banques, nous ne pouvons pas manquer de rejeter la tentative pour assimiler la nationalisation de Repsol à une « attaque contre l'Espagne » [...]

Repsol et toutes les multinationales espagnoles hors d'Argentine !

Le pétrole et le gaz sont argentins !

A bas la campagne chauvine du gouvernement Rajoy et du PSOE !

Corriente Roja, le 17 avril 2012

Les affrontements continuent

Après avoir présenté le projet de loi touchant les intérêts de Repsol dans YPF, le gouvernement argentin a annoncé qu'il va prendre le contrôle d'une autre société de Repsol, dédiée à la distribution de gaz en bouteilles. Il s'agit d'YPF-gaz, l'entreprise de vente au détail de gaz de pétrole liquéfié en bouteilles, qui domine le marché avec une part de 85 %. Selon les estimations, le projet présenté par Cristina Kirchner serait converti en loi par le Parlement argentin le 3 mai (*Clarín*).

Entre-temps, le gouvernement espagnol affirme qu'il a convaincu dix pays de l'UE de prendre des mesures de rétorsion contre l'exécutif argentin, en plus des Etats-Unis. Dans ce cadre, le ministre espagnol des Affaires étrangères, Manuel Garcia-Margallo, a dit qu'il s'est mis d'accord avec la Secrétaire d'Etat étasunienne, Hillary Clinton, pour renforcer la collaboration entre Madrid et Washington dans le sens de « rétablir la légalité internationale ». Ils se sont rencontrés à Bruxelles.

Dans le même sens, le président de la Banque mondiale (BM), Robert Zoellick, a qualifié récemment comme « une erreur » la décision du gouvernement argentin de prendre le contrôle partiel de la compagnie pétrolière YPF. Il a dit dans une conférence de presse, lors de l'ouverture de la réunion semestrielle de la BM : *« Je pense que c'est une erreur. Je pense que c'est un symptôme de ce que nous allons avoir à surveiller : que sous la pression économique, les pays optent pour des politiques nationales, d'autarcie, qu'ils répondent davantage au nationalisme, au protectionnisme. »* (*El País*)

D'autre part, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a appelé à la « solidarité européenne » pour soutenir les initiatives de la Commission européenne (CE) auprès du gouvernement argentin. La vice-présidente de la CE et commissaire à la Justice, Viviane Reding, lui a emboîté le pas avec des propos menaçants : « Celui qui attaque l'Espagne, attaque l'Union européenne dans son ensemble. »

Au Parlement européen, une résolution sera proposée sur le cas. Elle sera approuvée par une large majorité, puisque la condamnation de l'expropriation est presque unanime. La résolution proposera aussi que l'UE soumette le différend à l'OMC, au G-8 et au G-20, et que l'Argentine soit dénoncée dans ces instances, pour ne pas respecter le droit international ni le principe de sécurité juridique.